PrÉsidence

de la Paris, le 4 février 2016

République

NOTE

à Monsieur le Président de la République

----

s/c de Monsieur le Secrétaire General

***Objet****:* ***dégressivité des allocations chômage***

1. **Un sondage Elabe pour Les Echos indique que 58% des Français approuveraient l’instauration d’une dégressivité des allocations chômage**. La mesure est un peu moins soutenue par les actifs, en particulier les CSP- (54%) mais ne décroche dans aucune catégorie : les ouvriers, les plus réticents, y seraient favorables à 48%.

Politiquement, comme pour beaucoup de mesures économiques, **le clivage passe à l’intérieur de la gauche davantage qu’entre gauche et droite** : les sympathisants PS soutiennent à 60%, les sympathisants Front de gauche à seulement 24%.

Ces résultats sont constants : en septembre dernier, 63 % des Français approuvaient le fait de rendre dégressives les allocations chômage.

Ce sondage note aussi que **66% des Français ne font pas confiance aux partenaires sociaux pour rendre le système d’assurance-chômage plus efficace** – y compris 67 des ouvriers à 67% et 54% des sympathisants de gauche. Il peut y avoir dans cette défiance envers les syndicats, corroborée par beaucoup de mesure, l’une des raisons à l’acceptation de la réforme.

1. **Les lettres que vous ont envoyées les Français à ce sujet montrent cependant que l’acceptation du principe n’est pas un chèque en blanc quant à la mise en œuvre de cette réforme** :

La grande majorité des courriers sont en effet hostiles. Mais on observe que **relativement peu contestent la dégressivité elle-même**, ni bien sûr le principe d’assurer un équilibre à l’assurance chômage. Les deux objections concernent :

* une inquiétude particulière provenant de **seniors actuellement au chômage** qui n’arrivent pas à retrouver un emploi. « *Je suis concerné par ce cas précis et vous pensez bien que ce n’est pas mon choix* ». Ceux-là se sentent **particulièrement démunis** et vous font part de leur angoisse : « *savoir que l’on peut se retrouver en quelques mois avec RIEN ne peut pas amener de la sérénité* ». « *Aujourd’hui, je suis face à une réelle inquiétude de ne jamais pouvoir retravailler* ».
* Le cas échéant, peut-être faudrait-il envisager des garanties spécifiques pour ces profils ?
* **mais surtout, et massivement, un sentiment d’injustice :** **s’il faut faire des efforts** – ce que l’on est prêt à entendre – **pourquoi certains paraissent toujours s’en exonérer** ?

Se met en route la rhétorique des élites qui se protègent tout en exigeant des efforts aux plus faibles: « *On parle de la dégressivité des indemnités chômage, il me semble aussi opportun de revoir les indemnités allouées aux membres du Conseil constitutionnel…* ». « *Vous allez encore vous en prendre aux chômeurs… J’ai 61 ans, en fin de droits, et aucune aide. Les ministres vont-ils aussi diminuer leurs salaires et avantages ?* ». « *Je me demande si cela s’applique aux ministres, députés, sénateurs… Vu le salaire qu’ils ont, je ne pense pas. Vous ne vivez pas dans le même monde* ».

La pagination du Parisien n’a sans doute pas aidé, en exposant **sur une page la dégressivité des allocations chômages, sur celle d’en face le coût pour le contribuable des anciens PR**. « *Je vous rappelle que la retraite de M. Giscard coûte au contribuable 2 millions d’euros par an !* ». « *Je suis tombé sur un article selon lequel la dégressivité de l’allocation chômage est étudiée. En même temps, un autre article a révélé combien coûte un ancien Président. Le chiffre donne le tournis. N’est-il pas judicieux de commencer par cette caste qui plombe les caisses de l’Etat avant de s’attaquer aux plus vulnérables ?* ».

* Ponctuellement, la collision des deux actualités était inévitable : il est difficile de demander aux gens touchés par des difficultés de se serrer la ceinture, tout en justifiant le maintien des avantages octroyés aux politiques. « *Allez-vous appliquer la même loi pour les indemnités versées aux ex-Présidents de la république ? A mon avis, cette cohérence vous grandirait* ».
* Mais surtout et **plus largement, on observe que le lien avec l’exemplarité des élites devient de plus en plus systématique**, quelle que soit l’annonce ou la réforme proposée. Nous ne couperons sans doute pas à ce qui **s’installe comme un préalable pour retrouver une légitimité de l’action publique**. Le soupçon corrode de plus en plus la gestuelle politique : la crédibilité de l’émetteur doit être restaurée. Comment convaincre que nous pouvons réformer le pays sans commencer par nous réformer nous-même ? « *Au moins vous donneriez l’impression que ce ne sont pas toujours les mêmes qui doivent faire les efforts* ».

Comme le note une correspondante, face à ces annonces : « *Il faut que vous compreniez que votre gouvernement n’est plus crédible face aux citoyens qui sont dans des difficultés financières. Et nous vous demandons des actes, et non pas des paroles…* ».

Adrien ABECASSIS